

*L'Adresse—M. Waddell*

Kurtz plus moderne sorti du film de Coppola «Apocalypse Now».

«L'ennemi interne» dont a parlé le premier ministre c'est, selon moi, le parti libéral du Canada, ce vieux parti fatigué, incorrigible, ignorant qui ne parvient pas à faire peau neuve. C'est le véritable «ennemi dans la place». Dans son discours du trône le colonel Kurtz s'est tout simplement inspiré des principes néo-démocrates sans s'engager à les suivre.

Geoffrey Stevens écrit hier dans sa colonne du *Globe and Mail* que le pays a finalement le choix entre le libéralisme à gauche et le conservatisme à droite. Il est complètement dans l'erreur même si c'est là un journaliste que j'admire beaucoup. C'est le dernier gouvernement libéral que nous allons avoir au Canada. Je suggère aux députés d'attendre que le référendum ait lieu. Attendez jusqu'aux prochaines élections pour voir ce qui se passera. Le parti libéral n'a plus rien à offrir aux Canadiens.

**Une voix:** C'est curieux que les gens nous aiment.

**M. Waddell:** Ils ne vous aiment pas dans l'Ouest et ne vont pas vous aimer dans d'autres régions du pays d'ici quelques mois.

Prenez par exemple la loi sur la liberté de l'information. L'accès des citoyens à l'information gouvernementale est une question extrêmement importante. Le gouvernement Trudeau précédent a également fait cette promesse. L'avons-nous oublié? Les conservateurs ont présenté un bill qui avait besoin de certains redressements, surtout en ce qui concerne les exemptions, mais c'était une bonne mesure dans l'ensemble.

Voici ce que Ged Baldwin déclarait à la Chambre des communes le 29 novembre 1979:

Quand je partirai—et je compte bien le faire... à la fin de cette législature—je saurai que notre pays est entre bonnes mains, que rien n'empêchera un député qui aura une cause à défendre de la plaider avec vigueur, et de revenir sans cesse à la charge.

Je prédis que les hommes politiques citeront souvent ces propos à la Chambre et les politicologues aussi. M. Baldwin a insisté sur une disposition essentielle du projet de loi sur l'accès à l'information prévoyant que tout différend entre le citoyen et le ministre à propos de la divulgation du contenu d'un document devrait être tranché en dernier ressort par le tribunal. M. Michael Pitfield, le greffier du Conseil privé recyclé, a rejeté cette idée dans un discours qu'il a prononcé il y a un mois. Selon lui, c'est le ministre qui devrait prendre la décision et non pas le tribunal, ce qui affaiblirait considérablement la portée du bill. Le journaliste Stevens attendra peut-être impatiemment ce projet de loi, moi pas. Je vois d'ici ce qui va arriver. Le «colonel Kurtz» et son camarade «Pit» vont rendre ce projet de loi inoffensif, ce qui rentrera dans les habitudes de ce gouvernement: faire de belles promesses et ne pas les tenir.

Je voudrais parler un peu de la question de l'énergie. Dans le discours du trône le gouvernement se fixe un but modeste en voulant mettre la main sur la moitié de l'industrie pétrolière d'ici 1990. Ce n'est pas un principe nouveau au Canada. Pensez aux règlements de la radiodiffusion que l'on connaît depuis des années et qui devaient veiller à accorder l'égalité des chances aux Canadiens sur nos propres ondes. Ce principe a été en quelque sorte contourné. Toutes les émissions canadiennes sont présentées le matin et l'après-midi alors que les

heures de grande écoute sont encore prises par des émissions américaines.

● (2130)

Je crains que la même chose n'arrive avec cette canadianisation proposée de notre industrie pétrolière. Des étrangers continueront à dominer les précieux champs de pétrole du sud du Canada qui produisent les pétroles légers lucratifs et procurent des profits énormes. On laissera aux entreprises canadiennes les opérations marginales, les puits à faible production et les travaux d'exploration à risques élevés. Je voudrais que les sociétés canadiennes aient une part du meilleur et non les restes. Je voudrais être assuré que la politique gouvernementale n'équivaudra pas à une participation symbolique des Canadiens à notre industrie pétrolière. Je suggère au gouvernement que la meilleure façon pour lui de hâter cette canadianisation serait de se porter acquéreur d'une ou deux des sociétés les plus importantes, qui exploitent déjà les meilleurs champs pétrolifères.

La production de pétrole brut léger ordinaire sera passée de 1,255,000 barils par jour d'après les chiffres de 1978 à 516,000 barils par jour en 1990. La production très rentable de pétrole léger en Alberta ne sera que l'ombre d'elle-même en 1990. Elle n'équivaudra qu'à 40 p. 100 de la production actuelle, et il faudra adopter de coûteuses techniques de production secondaire ou tertiaire pour continuer à exploiter la plupart des puits. Entre-temps, l'industrie pétrolière continuera à réinvestir ses énormes profits dans des domaines non reliés à l'énergie ou dans l'uranium.

Les grandes sociétés pétrolières savent prévoir l'avenir. Elles ne sont pas stupides. Elles se retirent progressivement du domaine pétrolier maintenant qu'elles ont réalisé des profits fabuleux. Elle sont maintenant en train de mettre la main sur l'industrie minière et l'industrie de l'uranium. Qu'est-ce que le gouvernement actuel se propose de faire? Il veut contrôler 50 p. 100 de l'industrie pétrolière d'ici 1990. Il devrait avoir honte de cette promesse. C'est trop peu et trop tard.

En tant que critique du NDP en matière d'énergie, j'aurai l'occasion d'exposer en détail notre politique énergétique pour les années à venir. Notre politique fera preuve d'imagination et elle sera détaillée. Nous augmenterions le nombre de postes de Petro-Canada, au lieu de le réduire comme voudraient le faire certains députés à ma droite. Nous augmenterions leur nombre d'un bout à l'autre du Canada pour que les Canadiens puissent faire le plein dans des stations-service canadiennes et se servir de cartes de crédit canadiennes. Ici à Ottawa, dans la capitale nationale, on ne peut pas acheter un litre d'essence d'une station-service canadienne. Nous mettrions fin à cela. Pourquoi ne pas avoir plus de fierté? Pourquoi ne pouvons-nous pas nous adopter une politique énergétique innovatrice qui étende le rôle de Petro-Canada?

Le discours du trône ne parle pas des exportations de gaz naturel. Les gouvernements libéraux et conservateurs qui se sont succédés ont vendu des quantités de gaz naturel à des prix records pour obtenir rapidement de l'argent. Il faut que cela cesse. Le ministre devrait aviser l'Office national de l'Énergie qu'il n'y aura plus de ventes de gaz ni de construction préalable du pipe-line de l'Alaska.

**Des voix:** Bravo!